

Partie 1 Généralités

1.1 DÉFINITIONS

- .1 Pollution et dommages à l'environnement : présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
- .2 Protection de l'environnement : prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement recouvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.

1.2 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 L'entrepreneur devra élaborer et mettre en œuvre un programme de gestion des déchets de nettoyage, de démolition et d'excavation.

L'entrepreneur devra produire des rapports journaliers complets, nous indiquant le lieu de valorisation, de recyclage et de disposition, selon les cas. Les rapports seront complétés par des tableaux et une copie des pièces justificatives. L'entrepreneur remettra, au représentant ministériel, un certificat attestant que les matériaux non-utilisés sont disposés dans un site autorisé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

- .2 Il est interdit d'enfouir des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.
- .3 Il est interdit d'éliminer des matériaux de rebut ou des matériaux volatils comme les essences minérales, les huiles ou les diluants à peinture en les déversant dans un cours d'eau, un égout pluvial ou un égout sanitaire.
- .4 Procéder à l'évacuation progressive à l'extérieur du chantier vers les sites autorisés, des matériaux provenant de la démolition qui ne seront pas réutilisés.
- .5 Les matériaux provenant de la démolition qui ne seront pas réutilisés dans la nouvelle structure devront être préférablement recyclés, et sinon disposés dans des sites autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). Sur demande, le MDDEP peut fournir de l'information sur les sites en opération. Ceci inclut les matériaux secs, tout rebut ou débris provenant de la démolition et de la construction.

1.4 TRAVAUX EXÉCUTÉS À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU

- .1 Il est interdit d'utiliser du matériel de construction dans les cours d'eau.

- .2 Ne pas extraire de matériaux d'emprunt du lit des cours d'eau.
- .3 Ne pas décharger de déblais, de matériaux de rebut ou de débris dans les cours d'eau.
- .4 Effectuer l'entretien général et l'alimentation en carburant des engins et véhicules aux endroits prévus à cette fin et où il n'existe aucun risque de contamination du milieu aquatique; toute manipulation de carburant, d'huile ou d'autres produits contaminants doit être exécutée sous surveillance constante pour éviter tout déversement.
- .5 Entreposer le carburant, ou toute autre matière dangereuse, à plus de 30 mètres des cours d'eau. Installer, s'ils sont nécessaires, les dépôts de carburant, huile ou tout autre produit pétrolier où il n'y a aucun risque de contamination du milieu aquatique.

1.5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 Entretien des installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat. Fournir et mettre en place le rideau de confinement lors des travaux dans le milieu aquatique.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par l'équipement et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.
- .4 Assurer le contrôle des gaz dégagés par le matériel et les installations, conformément aux exigences des autorités locales.
- .5 Utiliser des véhicules et de la machinerie lourde en bon état de fonctionnement et exempts de fuite.
- .6 Toute machinerie (excavatrice, grue, etc.) devra être inspectée par un mécanicien qualifié avant le début des travaux afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de bris qui puisse entraîner une perte d'hydrocarbures et de tout autre contaminant. Entretien des installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution et mises en place en vertu du présent contrat.
- .7 Récupérer immédiatement tout contaminant accidentellement déversé dans l'environnement et en disposer conformément à la réglementation en vigueur.
- .8 Posséder et savoir utiliser des équipements d'urgence en cas de déversement accidentel. Advenant un déversement d'hydrocarbures ou autres matières dangereuses, l'Entrepreneur en avisera le représentant ministériel et les autorités compétentes. Récupérer les hydrocarbures et les sols contaminés et en disposer conformément à la législation en vigueur.
- .9 Rapporter tout déversement ayant des conséquences sur l'environnement aux autorités responsables de la Garde côtière canadienne, pollution maritime au 1 800 363-4735, au service Urgences Environnement du Québec (MDDEP) au 1 866 694-5454 et à Environnement Canada au 1 866 283-2333; récupérer les matériaux contaminés, le cas échéant, et en disposer auprès d'une entreprise accréditée.
- .10 Prévoir la présence de produits absorbants en permanence au chantier, assurer la présence d'une trousse de récupération des hydrocarbures au chantier en permanence.

1.6 AVIS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le représentant ministériel chaque fois que sera observée une non-conformité à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, ou à tout autre élément du plan de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur.
- .2 Après réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit proposer des mesures correctives au représentant ministériel, et les mettre en œuvre avec l'approbation de ce dernier.
- .3 Le représentant ministériel ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.
- .4 Aucun délai supplémentaire ni aucun ajustement ne seront accordés pour l'arrêt des travaux.

1.7 PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DANS LE SECTEUR DES TRAVAUX

- .1 Il est interdit d'entreposer la pierre ou les débris provenant de la démolition ou de l'excavation dans le milieu aquatique.
- .2 Au fur et à mesure des travaux, l'Entrepreneur effectuera un nettoyage complet du milieu aquatique pour récupérer tous les débris provenant des travaux.
- .3 L'Entrepreneur devra minimiser ses interventions dans le milieu aquatique et sur les plages. En aucun temps, la machinerie lourde ne se déplacera dans le milieu aquatique localisé à l'extérieur de la limite des travaux.
- .4 Les travaux d'excavation et de pompage des sédiments et de l'eau dans les pieux occasionneront une mise en suspension temporaire des sédiments. Afin de réduire la mise en suspension de particules fines dans le milieu aquatique lors des travaux d'installation des pieux, les mesures d'atténuation suivantes seront appliquées :
 - .1 Adopter des modes d'opération pour le pompage des sédiments et de l'eau dans les pieux reconnus pour minimiser le taux de perte de matériaux non décantés dans le milieu naturel.
 - .2 Acheminer les eaux et les sédiments pompés de l'intérieur des pieux vers des bennes en acier (conteneurs pour matériaux secs) ou un bassin de sédimentation dans le but d'en disposer dans un site terrestre approuvé; les eaux y seront décantées avant leur retour dans le milieu aquatique.
 - .3 Gérer les déblais (sédiments asséchés) conformément à la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du MDDEP.
- .5 Confiner la circulation de la machinerie sur des tracés privilégiés à l'intérieur de la zone d'intervention et ne pas circuler hors des zones désignées. Dans la mesure du possible, la machinerie terrestre utilisée (excavatrices) doit demeurer à sec.

1.8 TRANSPORT DE MATÉRIAUX

- .1 Le transport des matériaux sur les routes publiques, jusqu'au site des travaux, pourra se faire du lundi au samedi inclusivement à moins d'avis contraire des autorités compétentes. Le transport sera interdit les dimanches et les jours fériés.

- .2 Le transport des matériaux, à travers la municipalité, pourra débuter à 7 h 00 et se terminer à 18 h 00. Le transport à l'extérieur de ces heures ne sera pas permis.

FIN DE LA SECTION